

Tendances conjoncturelles

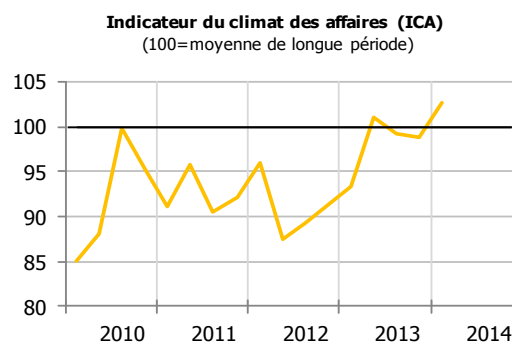
1^{er} trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le regain de confiance se confirme

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse significativement au premier trimestre 2014 (+4 points) et s'établit au dessus de sa moyenne de longue période pour la deuxième fois en moins d'un an.

Cette amélioration s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, notamment en termes d'activité et de trésorerie. L'activité du trimestre écoulé s'est révélée mieux orientée que prévu, ce qui participe aussi à la progression de l'indicateur.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

En dépit d'une inflation contenue, la consommation des ménages manque de dynamisme, après un léger sursaut au trimestre précédent. Le marché du travail, stable ce trimestre, reste sous tension. L'investissement se tasse, après les achats exceptionnels de biens d'équipement opérés fin 2013, mais les prévisions d'investissement à un an se redressent, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Alors que l'activité ralentit dans le secteur primaire et l'industrie, les professionnels du secteur du tourisme et du BTP bénéficient d'un regain d'activité et anticipent une amélioration de leur trésorerie et des délais de paiement au second trimestre.

FORTE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Au premier trimestre 2014, la Chine affiche une croissance de 7,4 % sur un an, soit le taux le plus faible depuis 18 mois, en raison d'une croissance plus mesurée qu'aux trimestres précédents dans l'industrie et le tertiaire. La Chine a annoncé plusieurs mesures (une réduction d'impôt pour les petites entreprises et une augmentation des dépenses d'investissement dans le ferroviaire) destinées à maintenir la croissance à 7,5 %, taux fixé par le gouvernement.

Après une stabilisation au dernier trimestre 2013, la croissance de l'économie japonaise s'accélère. Le PIB croît de +1,5 % par rapport au trimestre précédent et de 5,9 % en glissement annuel, dépassant ainsi les 4 % prévus. Cette croissance du PIB japonais a été soutenue par un effort important d'investissement des entreprises (+4,9 % contre +1,4 % au trimestre précédent) et une forte croissance des dépenses des ménages (+2,1 % par rapport au précédent trimestre), qui anticipent la hausse de 3 points de la taxe sur la consommation prévue en avril.

En Australie, les prix progressent de 0,6 % par rapport au trimestre précédent et de 2,9 % en glissement annuel (après +2,7 % à fin décembre 2013). Parallèlement, le taux de chômage croît de 0,1 point pour atteindre 5,9 % de la population active sur le trimestre. La banque centrale australienne (RBA) a décidé le 1^{er} avril de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %.

En Nouvelle-Zélande, les prix augmentent de 0,3 % sur le trimestre et de 1,5 % sur un an. En parallèle, le taux de chômage (+6,0 %) reste inchangé par rapport au trimestre précédent. Le 13 mars, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé d'augmenter son principal taux directeur, l'Official Cash Rate (OCR) : inchangé depuis mars 2011, ce dernier passe ainsi de 2,50 % à 2,75 %.

L'inflation est contenue

Les prix à la consommation sont quasi stables au premier trimestre 2014 (-0,1 %), après +0,7 % au trimestre précédent. Les prix des produits alimentaires progressent de 2,4 %, tirés par la hausse des prix des produits de la mer (+12,9 %), des légumes (+3,5 %) et de la viande (+1,3 %). En revanche, les prix des transports reculent de 4,5 % avec la baisse des tarifs des transports aériens (-17,0 %), après la haute saison.

Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, porté par la hausse des prix des services (+2,0 %) et de l'alimentation (+0,6 %) alors que ceux des produits manufacturés sont en recul de 1,2 %.

Stabilité de l'emploi

L'indice de l'emploi salarié marchand se maintient au premier trimestre 2014 (+0,0 %). L'emploi recule dans la construction (-2,2 %), dans le secteur de l'hôtellerie (-1,5 %) et dans l'industrie (-0,5 %). En revanche, il est stable dans le commerce (-0,1 %) et en hausse dans les autres services (+1,1 %). En glissement annuel, l'indice diminue de 1,5 %. Les secteurs les plus touchés sont la construction (-5,7 %) et l'hôtellerie (-2,2 %).

À fin mars 2013, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés au Service de l'Emploi (SEFI) progresse fortement sur le trimestre et en glissement annuel (respectivement +44,3 % et +47,3 %, CVS), suite à la mise en place du contrat d'accès à l'emploi (CAE) en début d'année. Ces nouveaux demandeurs d'emploi sont constitués de nouveaux inscrits au SEFI et de personnes ayant réactivé leur dossier. Parallèlement, les offres d'emploi collectées augmentent de 20 % sur le trimestre mais restent en repli de 2,8 % sur l'année.

Manque de dynamisme de la consommation des ménages

Après un léger rebond à fin 2013, la consommation des ménages s'affaiblit au premier trimestre 2014.

Seules les importations de biens d'équipement ménagers augmentent sur le trimestre (+6,8 %, CVS). Les biens de consommation courante et les immatriculations de véhicules de tourisme neufs sont stables tandis que les biens alimentaires sont en retrait (-3,5 %, CVS).

Les commerçants ayant répondu à l'enquête de conjoncture n'ont pas perçu d'amélioration de leur activité mais anticipent une orientation plus favorable de celle-ci au deuxième trimestre 2014.

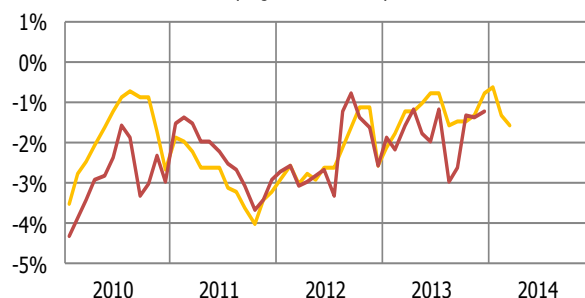
L'encours des crédits à la consommation diminue (-2,5 %) entre fin décembre 2013 et fin mars 2014.

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : ISPF

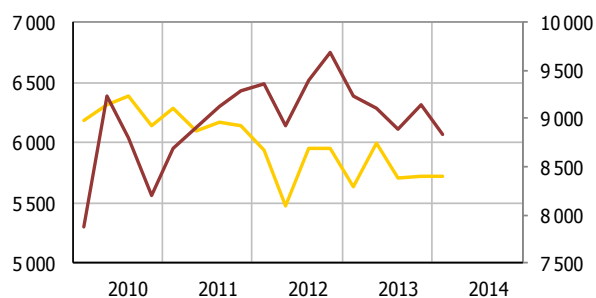
Évolution de l'emploi salarié
(en glissement annuel)



Sources : CPS, ISPF

— Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand
— Effectifs salariés

Importations de biens destinés aux ménages
(données CVS, en millions de F CFP)



— Biens de consommation courante — Biens alimentaires (échelle de droite)

Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Incertitudes sur l'investissement

Quelques indicateurs semblent traduire un ralentissement de l'investissement des entreprises. Après l'achat d'un nouvel avion par la compagnie aérienne régionale Air Tahiti et d'un navire assurant la desserte de Moorea (*l'Aremiti Ferry 2*) en fin d'année 2013, les importations de biens d'équipement diminuent de 13,5 % (CVS) au premier trimestre 2014. De même, les importations de biens intermédiaires et les immatriculations de véhicules utilitaires reculent respectivement de 11,9 % et 0,4 % (CVS). En parallèle, l'encours des crédits d'investissement aux entreprises enregistre une baisse de 2,1 % sur le trimestre.

Cependant, selon les résultats de l'enquête de conjoncture, les prévisions d'investissement à un an se stabilisent, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme.

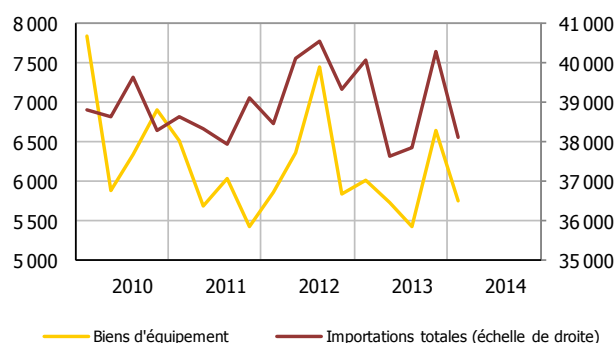
L'investissement immobilier des ménages est en revanche moins bien orienté ce trimestre : la production de prêts à l'habitat (-10,2 %) se replie sur trois mois, mais reste supérieure de 41 % à celle du premier trimestre 2013.

Nouvelle hausse des exportations de perles

Les exportations poursuivent la progression entamée au quatrième trimestre 2013 (+11,1 %, CVS). Cette évolution est favorisée par l'augmentation des recettes de perles brutes (qui représentent 54 % de la valeur totale des exportations), liée au succès de la vente aux enchères organisée par le GIE *Poe O Rikitea* fin mars. En volume, les exportations de poissons et monoï sont également en hausse, à l'inverse de la vanille et du nono qui s'inscrivent en repli.

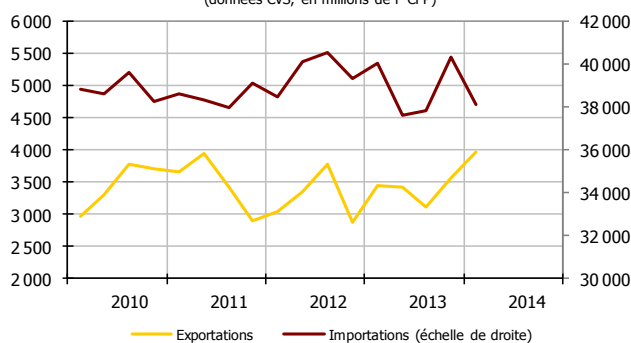
Les importations diminuent (-5,4 %, CVS) en valeur sur le trimestre. Ce repli concerne en particulier les produits alimentaires, les biens d'équipement des entreprises et les biens intermédiaires.

Importations de biens destinés aux entreprises
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Commerce extérieur
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

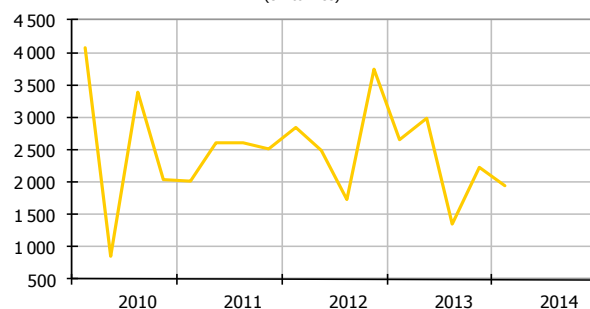
REGAIN D'ACTIVITÉ DANS LE TOURISME

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Alors que l'activité ralentit dans le secteur primaire et l'industrie, les professionnels du tourisme et du BTP bénéficient d'un regain d'activité et anticipent une amélioration de leur trésorerie et des délais de paiement au deuxième trimestre.

Les chefs d'entreprise du **secteur primaire** font état d'une dégradation de leur activité. Pour autant, si la production de coprah diminue (-6,9 %, CVS), les exportations de produits issus de la pêche et de l'aquaculture ressortent en hausse (respectivement +10,1 % et +9,6 %, CVS). Les entrepreneurs anticipent une amélioration de leur courant d'affaires pour le trimestre prochain.

Dans l'**industrie**, l'activité se détériore au premier trimestre 2014. Les exportations de produits agroalimentaires et de jus et purée de nono s'inscrivent à la baisse (respectivement -12,2 % et -8,4 %, CVS). En revanche, les exportations de monoï progressent de 4,3 %. Les entrepreneurs anticipent un maintien de leur activité au deuxième trimestre.

Exportations de produits agroalimentaires
(en tonnes)

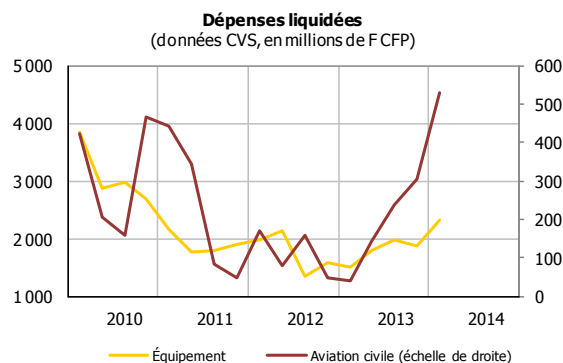


Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

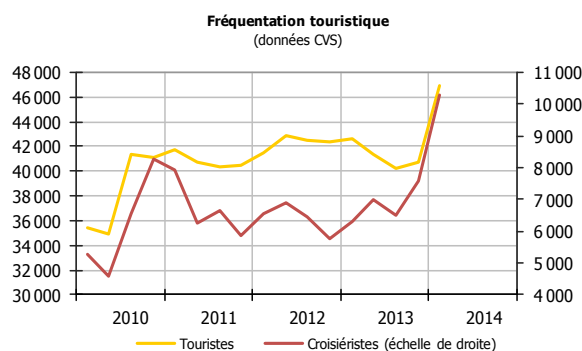
Contrairement aux anticipations formulées fin 2013, les chefs d'entreprise du **secteur de la construction** font état d'une amélioration de leur activité en début d'année 2014. Les dépenses liquidées par la direction de l'équipement et par l'aviation civile sont en nette hausse sur trois mois, ce qui a permis de soulager la trésorerie des entreprises, après plusieurs trimestres difficiles. Les prévisions sont optimistes : les professionnels envisagent une nouvelle amélioration de l'activité et de leur trésorerie au prochain trimestre, au vu des chantiers programmés.

Les dirigeants du **secteur touristique** constatent une reprise de leur activité au début de l'année 2014, s'accompagnant toutefois de difficultés de trésorerie. La fréquentation touristique progresse (+15,1 %, CVS) sous l'effet des bons résultats de la croisière (+35,7 %, CVS) liés à l'augmentation des rotations des navires et à la présence de nouveaux paquebots internationaux. Le taux d'occupation atteint 68,2 %, soit 6,5 points de plus qu'au trimestre précédent. Les professionnels interrogés sont optimistes pour le trimestre à venir. Ils s'attendent à une poursuite de l'amélioration de l'activité et leurs prévisions d'investissement sont en hausse.

Les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** font état d'une amélioration de leur activité au premier trimestre, mais anticipent un repli dans les prochains mois.



Sources : Directions de l'équipement et de l'aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : ISPF, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre de 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au deuxième semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN – Éditeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : Juin 2014 – Dépôt légal : Juin 2014 – ISSN 1968-6277